



solidarité AVEC KOBANÊ

// ÉDITO

FACE À LA DISSYMMÉTRIE DES FORCES, LES KURDES ONT UN BESOIN URGENT DE TOUTE NOTRE SOLIDARITÉ POUR QUE LA PAIX S'IMPOSE.#

Fin octobre 2014, une délégation conduite par Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et président du Parti de la gauche européenne, s'est rendue au Kurdistan de Turquie pour exprimer la solidarité des communistes français aux combattants de Kobanê et aux réfugiés.

Les Kurdes de Syrie sont engagés dans un combat ancien pour leur émancipation. Ils ont subi la négation de leur identité sous les régimes successifs de la dynastie Assad.

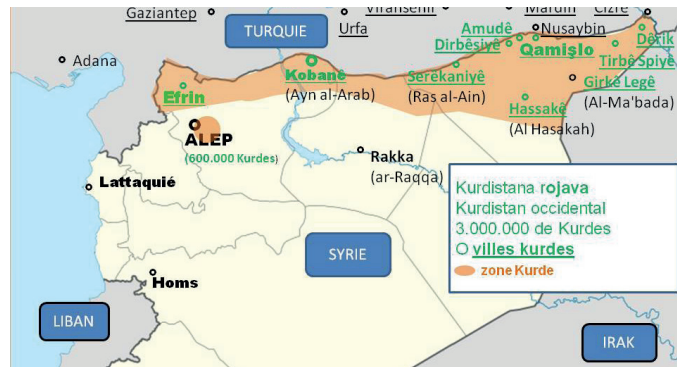
Lorsque la contestation sociale et politique s'est déclenchée en 2011, la professionnalisation progressive d'une frange de l'opposition et le soutien dont elle bénéficie de la part des monarchies du Golfe et de la Turquie a conduit les Kurdes à proclamer l'autonomie de Rojava.

Les institutions mises en place au Rojava, la politique démocratique et sociale, respectueuse des libertés, est sans précédent au Moyen-Orient. Les forces réactionnaires et obscurantistes ne le supportent pas.

C'est ainsi que l'EI a lancé son offensive inhumaine contre Kobanê. C'était sans compter sur le courage et l'héroïsme de toute la population de Kobanê qui résiste. Face à la dissymétrie des forces, les Kurdes ont un besoin urgent de toute notre solidarité pour que la paix s'impose.

Lydia Samarbakhsh

Responsable des relations internationales Parti communiste français



// ROJAVA : UNE EXPÉRIENCE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE UNIQUE AU MOYEN-ORIENT

« Dès 2012, un projet d'autonomie démocratique s'élabore s'inspirant des propositions théoriques d'A. Öcalan [...] Le Kurdistan syrien se dote d'une autorité démocratique et autonome. Une constitution est adoptée qui divise la région en trois cantons [...] Ce texte fondamental définit la Syrie comme un Etat démocratique libre et indépendant. Les droits de l'Homme et la liberté sont garantis avec la proclamation de l'égalité Hommes/Femmes, l'interdiction du travail des enfants, des mariages forcés

et de la torture. L'école primaire devient obligatoire et l'enseignement gratuit. Des droits collectifs nouveaux sont proclamés comme ceux du travail, du logement, de la santé avec l'instauration d'un congé de maternité. Cette construction inclut toutes les composantes de la région dont les arabes, les arméniens, les assyriens, les tchéchènes mais aussi différentes religions comme l'islam, le christianisme ou le yézidisme. Le canton de Djézireh a adopté trois langues officielles. »

Extrait de « La réponse kurde » de S. Jan et P. Torre

DATES CLÉS >

2011
Début du mouvement pour des réformes sociales, économiques et politique en Syrie.

2014
Proclamation de l'autonomie démocratique de Rojava dans les cantons de Djézireh, Kobanê et Efrîn.

2014 (15 sept.)
Attaque de Daesh contre Kobanê



LA DÉLÉGATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

// SOLIDARITÉ AVEC LES COMBATTANTS DE KOBANÊ

Depuis le 15 septembre 2014, Daesh (État islamique) a lancé une offensive pour s'emparer de Kobanê. Il dispose d'une supériorité en armes et en hommes ainsi que des bailleurs de fonds généreux du Golfe. Les Kurdes ont jusqu'à présent résisté seuls alors que la coalition a toujours refusé de leur livrer des armes pour faire face. Cette résistance est entravée par la Turquie qui a juré la perte de Rojava.

Ankara a massé ses troupes et assiste à l'agression sans bouger. Elle n'est pourtant pas inactive puisqu'elle bloque sa frontière aux réfugiés, aux combattants kurdes ainsi que l'acheminement de l'aide humanitaire. En revanche, elle laisse passer les djihadistes et leur apporte un appui logistique. Ce double jeu est inadmissible car la Turquie se fait la complice des massacres qui se perpétuent. 1000 combattants kurdes ont perdu la vie dont de nombreuses femmes.

Les frappes de la coalition, la venue de peshmergas irakiens ou de quelques membres de l'Armée syrienne libre (ASL), s'ils modifient sensiblement le rapport de force, ne suffiront pas. Kobanê est un symbole. Il est urgent de soutenir les combattants kurdes pour imposer la paix.

Danielle Lebail
Responsable du réseau PCF-Kurdistan



combattante du PKK. crédit photo Ahmad Al-rubaye.



Rencontre forte entre les Yézidis et Pierre Laurent qui s'est engagé à «témoigner dès son retour et à faire grandir en France la solidarité»

// OUVRIR UNE PERSPECTIVE DE PAIX

Les rencontres entre la délégation du PCF et les dirigeants kurdes, notamment les maires de Diyarbakir et de Mardin, ont permis d'affirmer des convergences fortes.

Dans l'immédiat, il faut répondre favorablement aux demandes des kurdes de Kobanê pour qu'ils disposent du matériel indispensable afin d'éviter un nouveau massacre semblable à celui de Sinjar.

Le Parti d'union démocratique (PYD) et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) doivent être des interlocuteurs privilégiés et cela passe par le retrait du PKK de la liste des or-

ganisations terroristes y compris pour préserver le processus de paix en Turquie, initié par A. Öcalan. De plus, les Etats complices des djihadistes comme les monarchies du Golfe ou la Turquie doivent être sanctionnés. Enfin, l'ONU doit reprendre l'initiative d'une diplomatie de paix par la tenue d'une grande conférence internationale réunissant toutes les parties ainsi que les kurdes qui constituent une force de paix incontournable.

Danielle Lebail

AU KURDISTAN // OCTOBRE 2014

// URGENCE POUR LES REFUGIES

La guerre civile en Syrie, l'offensive de Daesh en Irak, notamment contre les yézidis et l'attaque contre Kobanê ont provoqué l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés en Turquie.

Ils ont eu à subir la sauvagerie des djihadistes qui égorgent, exécutent, violent et vendent les femmes comme esclaves. Ceux qui ont échappé aux massacres ont tout perdu et portent en eux de terribles traumatismes. En août, France-Kurdistan était présente aux côtés des réfugiés yézidis dans le camp de Nusaybin. Sauvés par le PKK et le PYD, dans les montagnes du Sinjar, ils ont été recueillis par les seules municipalités kurdes du Parti pour la paix et la démocratie (BDP) alors que l'État turc se désintéresse totalement de leur sort lorsqu'il ne commet pas des exactions à leur égard.

La visite au camp de Suruç, avec la délégation du PCF, m'a permis de mesurer l'augmentation considérable du nombre

de réfugiés et la dégradation de leurs conditions de vie en dépit de l'extraordinaire mouvement de solidarité du peuple kurde et de ses élus. La rigueur de l'hiver au Kurdistan laisse présager le pire.

Les kurdes ont besoin de notre solidarité. Nous devons soutenir les villes kurdes et le courage de leurs maires qui, dans le dénuement complet, viennent à leur secours. A la demande des dirigeants kurdes, France-Kurdistan va équiper les camps de machines à laver.

France-Kurdistan fait un appel urgent à vos dons afin qu'au plus vite nous répondions à leurs sollicitations et exprimions notre solidarité active.

*Sylvie Jan,
Présidente de l'association France-Kurdistan*

// LE PCF S'ENGAGE

Pierre Laurent a tenu à exprimer la solidarité concrète des communistes français aux réfugiés. A Suruç, il a pu mesurer l'ampleur des besoins et dialoguer avec les yézidis.

La rencontre avec Ahmed Türk, maire de Mardin, a été l'occasion pour le PCF de contribuer financièrement à ce vaste mouvement en remettant un premier chèque de 5000 euros.

Il a indiqué que les communistes allaient agir pour aider à la scolarisation des enfants réfugiés en participant notamment à la journée mondiale de solidarité avec Kobanê le 1^{er} novembre.

En lançant la campagne de solidarité le 14 novembre prochain avec les réfugiés et combattants de Kobanê, le PCF porte 3 objectifs :

- l'aide aux réfugiés par l'appui en versement de dons aux municipalités qui les accueillent et l'exigence de l'ouverture d'un couloir humanitaire ;
- la sortie du PKK des listes des organisations terroristes de l'UE et l'ouverture de véritables négociations sous égide internationale entre le gouvernement turc et le PKK ;
- l'ONU doit reprendre la main et cela doit devenir une exigence internationale et populaire pour porter l'exigence d'un plan de paix et de développement du Proche et du Moyen-Orient sous égide des Nations unies.



La délégation du PCF et du PGE reçue dans les bureaux du DTK (Congrès pour la société démocratique). Sur notre photo de gauche à droite, Nazmi Gur, député de Van, responsable des Relations internationales du HDP, Lydia Samarbakhsh, responsable des relations internationales du PCF, Selma Irmak, députée du HDP et co-présidente du DTK, Hadip Dicle, co-président du DTK et Pierre Laurent, secrétaire national du PCF.

Pour les dons : verser directement sur les comptes ouverts par l'Union des municipalités d'Anatolie du sud-ouest.

Banque : Ziraat Bankasi Diyarbakir Subesi
IBAN : TR87 0001 0000 9131 5819 4050 11
SWIFT : TCZBTR2A001
ou via l'association France-kurdistan

LA FRANCE ET L'UNION EUROPÉENNE DOIVENT ÊTRE AUX CÔTÉS DU PEUPLE KURDE

// JUSTICE POUR ROJBIN, LEILA ET SAKINE

Voici bientôt deux ans, trois militantes kurdes étaient assassinées à Paris. L'implication de l'Etat turc est désormais avérée. Le meurtrier présumé et les commanditaires, liés aux services secrets turcs du MIT, ont été identifiés.

L'enquête devrait s'achever prochainement. De nombreuses zones d'ombre restent à élucider pour que justice soit rendue. A ce jour, F. Hollande n'a toujours pas reçu les familles des victimes en dépit des interpellations de la sénatrice E. Assassi. Ce refus introduit un doute sur la détermination des autorités. Cette rencontre au plus haut niveau permettrait d'envoyer un message clair aux commanditaires pour leur dire que la France ne les laissera pas impunis.

Les communistes auront à cœur de faire entrer chaque jour davantage Rojbin, Sakiné et Leyla dans la conscience des Français.



// LA FRANCE NE DOIT PAS CEDER A ERDOGAN

Jusqu'à présent la France est restée sourde aux demandes exprimées par les Kurdes mais F. Hollande, tenant compte des mobilisations croissantes en faveur de Kobanê, a déclaré, pour la première fois, que la France pourrait aider les combattants kurdes. Pour Erdogan, cette prise de position est inacceptable et il est venu le dire à Paris le 31 octobre.

Cette visite qui visait à faire pression sur la France était déplacée et inopportune. La France ne doit pas céder. Elle doit immédiatement recevoir le représentant du PYD pour envisager les modalités concrètes de l'aide que la France doit apporter. Malheureusement, l'alignement croissant des positions de la France sur la Turquie conduit une nouvelle fois F. Hollande à renoncer à ses engagements.

Le ministre des Affaires étrangères, L. Fabius, a signé récemment une tribune dans la presse turque, dans laquelle il attaque violemment le PYD. Une telle prise de position est contraire aux principes et aux valeurs de la France. La France et l'Union européenne doivent être aux côtés des Kurdes.



// ANNULER LES ACCORDS DE COOPÉRATION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE

En octobre 2011, C. Guéant a ratifié un accord « anti-terroriste » avec Ankara afin de faciliter les arrestations et les extraditions des démocrates turcs et kurdes.

Lors de leur arrivée au pouvoir, le gouvernement de J.M. Ayrault a repris ce texte à l'identique. La mobilisation, notamment des parlementaires communistes, a permis d'ajourner sa ratification. Cet accord doit être annulé. L'autoritarisme croissant du pouvoir turc, la répression toujours plus dure à l'égard des manifestations de la place Taksim ou des mineurs de Soma témoignent de sa violence. La place de la France est d'être aux côtés de ceux qui luttent pour la défense des droits humains.

Parti communiste français
secteur relations
internationales

<http://international.pcf.fr>
[@pcf_monde](http://facebook.com/pcfmonde)
kurdistan@international.pcf.fr

novembre 2014.
Tous droits réservés